

### LES CHIFFRES DU MOIS



Près de  
**650 000 Rohingya**  
se sont réfugiés au  
Bangladesh depuis le  
25 août 2017

Au moins **6 700** Rohingya  
ont été tués entre  
le 25 août et le 24 septembre  
(MSF)



**174 journalistes**  
sont actuellement  
emprisonnés en Birmanie

### LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

**Un protocole d'entente a été signé entre la Birmanie et le Bangladesh sur le rapatriement volontaire des réfugiés en Birmanie**, prévoyant la possibilité de lancer le rapatriement deux mois après la signature, soit le 22 janvier 2018. L'accord prévoit que les retours se fassent sur la base d'une liste de réfugiés qui souhaiteraient retourner en Birmanie, fournie par le Bangladesh. Les réfugiés, eux, sont sensés fournir des documents certifiant leur adresse en Birmanie - ce que nombre d'entre eux ne sont pas en mesure de fournir -, ou des documents d'identité auxquels les Rohingyas n'ont pas accès en tant que Rohingyas. D'autre part, les réfugiés seraient probablement rapatriés dans des camps, comparables à des prisons à ciel ouvert pour les Rohingyas qui ont besoin d'autorisation pour se déplacer, et voient ainsi leur accès à l'éducation, à la santé et au marché du travail considérablement impacté.



**Deux journalistes de Reuters arrêtés pour suspicion de violation de l'Official Secret Acts.** Wa Lone et Kyaw Soe Oo ont été arrêtés le 12 décembre dernier car ils « détenaient des documents gouvernementaux importants et secrets, liés à l'état Rakhine et aux forces de sécurités » selon le Ministère de l'Information. Les deux journalistes travaillaient sur la couverture de la crise de l'état d'Arakan qui a poussé près de 650 000 Rohingyas à fuir les violences des militaires, se réfugiant au Bangladesh.

**Les États-Unis ont imposé des sanctions à 13 militaires « responsables de graves abus des droits humains et de corruption »**, dont le Général Maung Maung Soe qui a supervisé les opérations de répression à l'encontre des Rohingyas lancées fin août 2017. De plus, le gouvernement des États-Unis, appliquant des pénalités pour la première fois sous une loi passée en 2016, a également visé 39 autres individus et entités avec des sanctions qui gèlent leurs avoirs sous la juridiction des États-Unis et empêche la plupart des américains de faire des affaires avec ceux-ci, les isolant ainsi du système financier global.

**Des membres de génération 88 ont enregistré un nouveau parti politique, « Four Eights Party »** (le parti des quatre huit) à la Commission de l'Union Électorale à Naypyitaw. Ko Ko Gyi, une figure emblématique du mouvement 88 Generation Peace and Open Society a annoncé qu'il ne s'agissait pas de prendre le pouvoir, mais d'assumer une responsabilité politique, précisant qu'accompagné de ses collègues. L'enregistrement de ce parti politique est ainsi décrit par Ko Ko Gyi comme un mécanisme afin de pouvoir assumer la responsabilité de leur vision politique.

**Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme Zeid Ra'ad al-Husseini** évoque lors d'une interview sur la BBC qu'il ne serait pas surpris si un jour, un tribunal statuait que des actes de génocide ont été commis contre les Rohingyas en Birmanie. Il précise que les attaques ont été « pensées et planifiées », et qu'il avait demandé à Aung San Suu Kyi de faire plus pour mettre fin aux opérations militaires. Quelques semaines auparavant, il avait comparé cette campagne à un « cas d'école de nettoyage ethnique ». Il précise: « les éléments suggèrent que vous ne pouvez pas écarter la possibilité que des actes génocidaires aient été commis ».



**La seconde partie du rapport Myanmar Poverty Assessment a été lancé début décembre à Naypitaw.** Selon ce rapport, ce sont 15,8 millions de personnes qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté, dont 13,8 millions se trouvent dans des zones rurales. La pauvreté aurait ainsi chuté de manière significative depuis 2004, passant de 48,2% à 32,1% en 2015, soit environ un tiers de la population birmane. Cependant, aux 32% qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté s'ajoutent 14% qui sont très proches de ce seuil.

**Des organisations de la société civile birmane réclament une place plus importante au sein du processus de paix.** Dans une lettre ouverte adressée aux leaders du processus de paix – incluant la Secrétaire d'Etat Aung San Suu Kyi et le Commandant en chef des Armées Min Aung Hlaing –, des représentants de ces organisations ont fait une douzaine de recommandations concernant la Conférence de Panglong pour la paix, les affaires militaires et une surveillance conjointe des cessez-le-feu. Ces organisations, spécialisées dans la résolution de conflit, ont également demandé l'autorisation d'envoyer des délégués à la Conférence de Panglong pour XXI siècle et ont appelé à une égalité des opportunités de participation aux discussions au sujet liés à la paix.



**Des centaines de professeurs de langues ethniques des états Mon et Karen n'ont pas reçu de salaire au cours de ces derniers mois, malgré les promesses du gouvernement de les payer à la fin de chaque mois.** Myo Tin Aung, à la tête du Département de l'Education de l'état Mon, a blâmé le gouvernement de l'Union pour ne pas encore avoir alloué les fonds destinés aux salaires des professeurs de langues ethniques.

**LES FOCUS DU MOIS****LE GOUVERNEMENT BIRMAN MET FIN À TOUTE COOPÉRATION AVEC LA  
RAPPORTEUSE SPÉCIALE DES NATIONS UNIES**

Info Birmanie condamne la décision du gouvernement birman de refuser l'accès au pays à la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies et de cesser toute coopération jusqu'à la fin de son mandat. Alors que des violations systématiques des droits humains ont été dénoncées et que l'accès à l'État d'Arakan, mais aussi à l'État Kachin et au nord de l'État Shan, reste limité, il est crucial que celui-ci coopère avec les mécanismes spéciaux des Nations Unies et que la situation des droits humains puisse être évaluée.



Yanghee Lee, UN Photo/Eskinder Debebe

Le gouvernement birman vient d'annoncer à la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme en Birmanie, Yanghee Lee, qu'il mettait fin à toute coopération pour la durée de son mandat, en raison de sa déclaration de fin de mission en juillet dernier[1], décrite comme injuste et biaisée. Dans cette déclaration, produite à l'issue de sa troisième visite sous le nouveau gouvernement, Yanghee Lee dénonçait les restrictions d'accès croissantes notamment dans les Etats d'Arakan, Kachin et Shan, ainsi que les menaces perpétrées à l'encontre des individus qu'elle avait rencontrés. Elle s'était alors dite "déçue de voir les tactiques appliquées par le gouvernement précédent, être toujours utilisées ».

Yanghee Lee devait se rendre en Birmanie en janvier prochain, afin d'évaluer la situation des droits humains dans le pays. Le mandat de la Rapporteuse Spéciale, renouvelé en février 2017 pour deux ans, nécessite deux visites par an ainsi que des comptes-rendus devant le Conseil des Droits de l'Homme et l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Suite à cette annonce, Yanghee Lee se montre préoccupée : « Cette déclaration de non-coopération avec mon mandat peut seulement être vu comme une indication forte qu'il se passe quelque chose de terriblement affreux en Rakhine, ainsi que dans le reste du pays ».

Cette décision de la part du gouvernement birman est alarmante. Dans la continuité du refus de coopération avec la Mission d'Établissement des Faits mandatée par les Nations Unies, mais aussi des difficultés d'accès à certaines zones lors des dernières missions de la Rapporteuse Spéciale, les perspectives de paix et de

démocratie en Birmanie sont mises en danger. Cesser de coopérer avec les mécanismes spéciaux des Nations Unies participe à l'impunité des militaires, qui perpétuent leurs exactions à travers le pays.

### **BIRMANIE : UNE SITUATION DE PLUS EN PLUS PRÉOCCUPANTE DANS L'ÉTAT KACHIN**

Depuis la reprise des conflits en 2011, tous les ans à l'approche des fêtes chrétiennes, l'État Kachin voit les affrontements entre l'armée birmane (Tatmadaw) et la Kachin Independence Army (KIA) s'intensifier et les populations civiles vivent dans la peur. Alors que les années précédentes, les premiers signes d'intensification avaient plutôt lieu à l'arrivée de la saison sèche autour du mois d'octobre, ils ont été bien plus tardifs cette année. Certains observateurs l'expliquent par la crise en cours dans l'État d'Arakan et la pression internationale qui s'en suit : l'armée aurait ainsi reporté ses offensives militaires annuelles.

Mais au cours des derniers jours, les affrontements se sont multipliés, l'armée birmane – comme à son habitude – n'hésitant pas à utiliser de l'artillerie lourde. Les forces gouvernementales armées ont frappé plusieurs positions – dont le quartier général de Laiza – de la KIA et de nombreux affrontements entre des unités de la Tatmadaw et des bataillons de la KIA ont été rapportés. Le 14 décembre, au moins un soldat de la KIA et un civil ont été touchés par des éclats d'obus. La Tatmadaw a également bombardé à proximité de villages se situant dans des zones minières et a largué des tracts enjoignant les habitants de quitter la zone avant le mois de mai.



Tirs d'obus à proximité de camps d'IDPs, le 14.12.2017 (Source : Kachinland)

Le Bureau du Commandant-en-chef des armées Min Aung Hlaing a déclaré via son compte Facebook que l'armée birmane devait continuer ses opérations dans la zone en raison d'une activité récente imputée à la KIA (explosion d'une mine antipersonnelle ayant blessé un homme et l'incendie de neuf camions).

Le Colonel Naw Bu, porte-parole de l'armée Kachin, a rapporté qu'il ne savait pas combien de personnes avaient perdues la vie ou étaient blessées, précisant qu'il y avait eu des affrontements quotidiens avec des bombardements réguliers de la part de l'armée birmane dans les townships de Bhamo, Mansi et Tanai.

De nombreux villageois ont été forcés à quitter leurs maisons pour rejoindre des membres de leur famille, ou pour chercher refuge au sein d'églises ou de monastères, particulièrement autour de Tanai. En effet, les représentants du gouvernement local empêchent la création de nouveaux camps de déplacés internes depuis août 2017. De plus, les combats en continu et l'armée birmane qui bloque certaines routes publiques rendent les déplacements dangereux pour les populations civiles.

Les organes des Nations Unies apportant une aide humanitaire n'ont pas été autorisés à délivrer de l'aide aux IDPs Kachin, malgré plusieurs demandes à l'armée birmane qui le leur a toujours refusé. Plusieurs organisations ont dénoncé l'obstruction de l'aide humanitaire par les forces gouvernementales armées, parlant de crime de guerre, mais l'armée a totalement ignoré ces critiques. Dans l'Etat Kachin, les déplacés internes sont aujourd'hui environ 120 000, répartis au sein de 167 camps.

Bloquer l'accès humanitaire prend part à la stratégie de l'armée birmane des « 4 cuts », qui vise à empêcher le soutien des communautés ethniques aux groupes ethniques armés en privant les populations civiles – et donc les groupes ethniques armés – des vivres, des fonds, de l'information et de nouvelles recrues.

Le Colonel Naw Bu a indiqué que les événements récents amènent à s'interroger sur les perspectives des discussions de paix menées entre la Kachin Independence Organization (KIO) et le gouvernement.

Malgré les espoirs de changement entraînés par la victoire de la Ligue Nationale pour la Démocratie et le nouveau cycle du processus de paix débuté avec la Conférence de Panglong pour le XXI<sup>e</sup> siècle, l'armée continue d'agir en toute impunité, défendant ses propres intérêts et poursuivant le même objectif : le contrôle des zones ethniques, et particulièrement celles qui sont riches en ressources naturelles. C'est le cas de l'Etat Kachin. Récemment, un avocat de l'armée de la Chambre basse du parlement a proposé que l'armée soit en mesure de lancer des opérations pour reprendre le contrôle de zones minières. Si le parlement national a rejeté cette proposition, cela illustre bien les intérêts de l'armée birmane.